

CLAUDINE CHAULET [*]

L'enjeu alimentaire [**]

La question alimentaire est l'une de celles qui, à travers le monde, suscite le plus de discours, de controverses et de recherches. La mondialisation des échanges agro-alimentaires, l'activité des organisations internationales spécialisées, les tentatives de planifier "le développement", la prise de conscience de l'accroissement de la population mondiale, les remords des biens-nourris devant les images de famine ou leur peur des masses affamées, les conflits internationaux ont suscité un foisonnement d'idées et de prises de position dans lesquelles il n'est pas toujours facile de distinguer production scientifique et pression idéologique. Prospectives sur les capacités du globe à nourrir sa population, études nutritionnelles raffinées, recherche scientifique ouvrant des perspectives radicalement nouvelles, soupesage de la dette du Tiers-Monde et "aides" orientées font pression sur les gouvernements considérés comme responsables de l'alimentation des populations sur lesquelles ils exercent leur autorité, et les somment d'avoir à établir des "stratégies" agro-alimentaires, alors que d'autre part le "marché" mondial des intrants agricoles et des produits alimentaires se concentre et tend à constituer un système agro-alimentaire unifié (depuis l'orientation de la Recherche et la diffusion de ses résultats jusqu'à la manipulation des demandes des consommateurs) qui restreint la capacité de décision des pouvoirs politiques.

Au milieu des années quatre-vingt, c'est brusquement que l'Algérie, du fait de l'effondrement de ses ressources extérieures, se trouve projetée au coeur de cette contradiction, sans que ni les décideurs ni l'opinion publique ne disposent d'une interprétation globale rendant compte de tous les éléments nécessaires pour se repérer dans la complexité, tant interne qu'internationale, du problème.

Depuis positions passionnées et arguments contradictoires ne cessent d'être échangés alors que l'information reste faible. On essaiera ici de clarifier les définitions, de repérer les enjeux, et de dégager des points de repère pour la réflexion et la recherche.

1. DEFINITIONS

1- Auto-suffisance alimentaire :

Au sens strict, cette expression signifierait une relation d'égalité absolue entre production agricole et consommation alimentaire ; dans la pratique, on admet que l'auto-suffisance ne peut être que relative, avec une marge (souvent évaluée à 10 ou 20 %) de la consommation

couverte par des importations, en particulier du fait des potentialités spécifiques des différents ensembles bioclimatiques du monde, et des irrégularités interannuelles de la production agricole.

Employer cette expression, c'est évaluer la consommation par rapport à la production, avec souvent une référence implicite à un paysan mythique qui "se suffirait" des produits de ses champs.

Définir un objectif d'"auto-suffisance alimentaire" peut dissimuler deux problèmes fondamentaux :

a) Si la consommation est ajustée à la production, elle peut être insuffisante pour couvrir les besoins physiologiques et sociaux des consommateurs. Le paysan qui n'achète rien est souvent mal nourri, et socialement marginalisé ; les pays pauvres qui sont obligés de "se suffire" de leur production (souvent après exportations agricoles destinées à couvrir des importations non alimentaires) sont les plus exposés à la famine et aux crises sociales. La définition de "l'auto-suffisance alimentaire" implique donc une évaluation des "besoins" et de la capacité de la production à les couvrir entièrement.

b) Si une augmentation de la production est recherchée pour l'ajuster aux besoins, c'est toujours par la mise en oeuvre de nouveaux moyens de production agricole : tant que le pays n'est pas en mesure de fournir son agriculture en intrants fabriqués par lui, l'augmentation de la production est obtenue par un report des importations en amont, pour l'acquisition d'intrants, et l'auto-suffisance obtenue peut dissimuler, comme les industries d'"import-substitution", une nouvelle dépendance. Dans ce cas, c'est donc la "valeur ajoutée" effective obtenue dans le pays qui sera critère de choix, et/ou un souci non chiffrable de "sécurité".

2- Sécurité alimentaire :

Cette expression désigne la mise en place d'un système organisé de mesures assurant que les besoins alimentaires de la population seront certainement couverts.

La référence ici n'est pas seulement la production agricole (et ce qui la rend aléatoire : climat, maladies, conditions d'acquisition des moyens de production) mais le système économique : capacités de stockage, régulation de la distribution, politiques monétaires et commerciales visant à garantir les approvisionnements, diplomatie...

Comme la précédente, cette expression doit être complétée par une définition des "besoins" et des rapports à l'extérieur qu'elle implique.

3- Indépendance alimentaire :

Cette expression, à résonance clairement politique, ne fait pas partie du vocabulaire des experts internationaux. La choisir pour un pays signifie mettre l'accent sur la volonté de se prémunir contre "l'arme alimentaire", c'est-à-dire contre la menace d'avoir à modifier sa politique intérieure et/ou extérieure pour pouvoir obtenir des grands

vendeurs de produits alimentaires, et des banques, de quoi couvrir les besoins en nourriture de sa population.

L'expression "Indépendance alimentaire" inclut donc les contenus de "auto-suffisance" et "sécurité", mais en signifiant plus nettement l'importance des enjeux internationaux (relations politiques et "marché"), donc des capacités d'organisation interne (soutien et orientation de l'agriculture, régulation de la consommation, cohésion sociale).

Comme les précédentes, elle nécessite une référence aux besoins, mais elle implique de plus une prise en considération de la demande, dans la mesure où celle-ci peut être manipulée de l'extérieur.

4- Produits de première nécessité :

Produits dont la production ou l'importation et la distribution sont (ou devraient être) organisées, et les prix contrôlés par l'Etat, de façon à ce qu'ils soient constamment accessibles à tous les citoyens et plus spécialement aux plus démunis d'entre eux.

Une liste de "produits de première nécessité" est toujours conjoncturelle :

- elle ne peut pas traduire des objectifs nutritionnels, puisque les nutritionnistes raisonnent en terme de ration équilibrée et non par produits ;
- elle traduit la représentation que se fait le pouvoir de la consommation populaire habituelle, et du seuil en dessous duquel des troubles sociaux risqueraient de se produire. C'est pourquoi elle comprend pour les pays pauvres, outre l'aliment de base fournisseur habituel de calories dans un pays donné (ou son substitut en cas d'importation, par exemple le blé à la place du mil dans les pays du Sahel) quelques produits intéressants du point de vue nutritionnel (légumineuses, lait, viande blanche, oeufs) et d'autres que le nutritionniste ne recommanderait pas (huile, sucre, épices, excitants) mais qui sont supposés faire partie des habitudes sociales à satisfaire.

Par contre, elle ne comprend pas les aliments considérés comme normalement chers, même si leur apport est nutritionnellement nécessaire (viande rouge, légumes frais, fruits).

L'établissement d'une liste de produits de première nécessité est une contrainte que se donne l'Etat, puisqu'elle peut impliquer une obligation d'importation et/ou de mise en place de modes spéciaux de répartition (subventions, distributions gratuites, péréquations, rationnement etc...).

Elle peut induire des obligations d'importation de moyens de production de ces produits, (semences, aliments du bétail etc...) et la nécessité de soutenir et organiser la production, donc d'une planification agro-alimentaire globale.

Cependant, une liste de produits de première nécessité, en elle-même, n'est qu'un instrument de gestion à court terme, et qui peut se trouver en

décalage avec les aspirations sociales.

5- Modèle de consommation :

Selon le contexte dans lequel elle est employée, cette expression peut avoir des significations différentes ; c'est pourquoi il est indispensable pour la clarté des exposés de bien préciser en quel sens elle est utilisée :

1. Le modèle de consommation pour les économistes est un outil de représentation de la consommation constatée, synthétisant ses composantes (notamment la consommation alimentaire avec ses propres composantes) et leurs inter-relations.

Sur la base de la consommation constatée, on peut parler de modèle de consommation "tendanciel" rendant compte des évolutions prévisibles compte tenu de certaines hypothèses.

2. "Modèle de consommation" peut être pris au sens normatif, la consommation qui devrait être, compte tenu à la fois (et dans des proportions à préciser !) des besoins physiologiques et des contraintes économiques.

3. Pour les sociologues, le modèle de consommation peut être le type de régime alimentaire, propre à chaque culture, que les membres d'une société aspirent à obtenir, aussi bien dans sa composition que dans sa préparation (préparations culinaires, système de goûts) et son mode de consommation (relations sociales, fêtes etc...).

II. PROBLEMATIQUE

Une situation de dépendance alimentaire peut être analysée comme la conséquence structurelle de l'absence d'effet d'entraînement de la demande sur l'offre ou des besoins sur la production, donc comme la manifestation d'une rupture entre consommation alimentaire et agriculture.

Construire une stratégie d'indépendance alimentaire nécessite donc d'avoir identifié correctement les causes de cette rupture, pour repérer quelles connexions peuvent être rétablies ou créées.

Les explications le plus souvent avancées -conditions naturelles défavorables, forte population et/ou accroissement démographique rapide- même si elles sont justes, ne sont pas satisfaisantes parce qu'elles ne portent pas sur la relation entre les deux ordres de phénomènes.

Certes les conditions naturelles favorables à l'agriculture sont très inégalement réparties à travers le monde, comme les densités et surtout les taux d'accroissement démographiques. Mais l'histoire de l'humanité est faite d'ajustements successifs des rapports entre les groupes sociaux et leur environnement naturel. Les régions de forte densité humaine ont toujours été des régions de transformation intense de la nature par une agriculture à forte productivité à l'hectare (irrigation,

construction de terrasses, etc.) et les régions peu peuplées, des régions où les hommes s'adaptent à la nature (nomadisme, agriculture extensive) ; actuellement les progrès scientifiques et techniques autorisent une artificialisation de la production agricole telle que, théoriquement, la consommation devrait pouvoir entraîner la production si les conditions économiques et sociales étaient favorables.

Or, ce n'est pas ce qui s'est produit ; dans la majeure partie des pays sous-développés la nourriture de la population n'est pas déterminée par l'agriculture : ici ce qui est mangé est importé, là ce qui est produit ne peut être acheté par les plus pauvres, ailleurs l'agriculture produit pour l'exportation alors que la population a faim...

Dans les études consacrées à l'articulation agriculture-nourriture, deux approches principales sont mises en oeuvre, qui devraient être complémentaires mais qui sont souvent exclusives, voire confondues, l'approche en termes de besoins et l'approche en termes de marché.

L'approche en termes de "besoins" part de l'évaluation des besoins physiologiques du corps humain. Elle établit les rations nécessaires pour le maintien en bonne santé et la réalisation des potentialités de chaque individu compte tenu de son état et de son activité : connaissant ainsi les besoins, et reconnaissant qu'ils doivent être satisfaits pour tous ("besoins essentiels") elle évalue des combinaisons d'aliments concrets et les quantités nécessaires, pour les confronter avec les hypothèses de production et calculer le complément d'importation indispensable. Elle prévoit en même temps les mesures organisationnelles (distribution, rapports prix/revenus) pour que chaque individu ait effectivement accès à cette ration nécessaire.

L'approche en termes de besoins est donc fondamentalement une approche planificatrice, et normative, liée au présupposé qu'un Etat (voire "la communauté internationale" à l'échelle de la planète) est responsable, sur un territoire donné et pour sa population légitime, de la mise en oeuvre du droit pour tous à être correctement nourri.

L'approche en termes de "demande" ne prend en considération que les besoins solvables, tels qu'ils sont exprimés sur "le marché", et se préoccupe de les prévoir, notamment en analysant les composantes de la consommation actuelle, en fonction des prix et des revenus, et en projetant les revenus aussi bien que la réponse des producteurs aux incitations du marché.

Elle suppose en effet que la demande solvable va modifier l'offre, et que la modification de celle-ci modifiera à nouveau la demande... sans préciser le cadre ni les conditions de cette rencontre.

Or, se donner comme objectif l'auto-suffisance, la sécurité ou l'indépendance alimentaires nationales c'est se donner comme contraintes un espace géographique et une population concrète, une situation historique donnée, un système institutionnel particulier, un ensemble économique défini en partie par ses relations avec

l'extérieur, une société spécifique avec ses propres différenciations internes.

Les deux approches qui viennent d'être schématisées sont impuissantes à rendre compte de cette complexité, même si elles mettent en oeuvre des statistiques relativement précises. En effet :

1. L'approche nutritionnelle ne prend en considération que les aspects biologiques de l'alimentation. Or celle-ci est aussi système de goûts et système de signes. Les hommes ne consomment pas des nutriments, manger est un acte social, culturel, dans lequel sont combinés l'héritage des périodes antérieures, un certain type de rapports à un milieu naturel particulier, et des emprunts successifs recombinaisonnés en "modèles de consommation alimentaires" relativement stables. De plus, tous les membres d'une société ne sont pas égaux en fait et la façon de manger, en quantité et en qualité, est à la fois conséquence et manifestation de ces inégalités. Dans la compétition sociale, la moyenne n'a pas de signification et le seuil minimum fixé par le nutritionniste peut ne pas être atteint ou être dépassé par une proportion plus ou moins importante d'individus du fait de leur position dans la hiérarchie sociale.

2. L'approche par la demande ignore les conditions dans lesquelles elle s'exprime sur un "marché" particulier, dont le fonctionnement est déterminé en grande partie par sa plus ou moins grande ouverture sur l'extérieur : réglementation du commerce extérieur, droits de douane, taux de change, autorisation d'implantation de succursales, publicité etc... modèlent la demande et peuvent l'éloigner fortement des besoins définis par le nutritionniste ou des goûts initiaux de la population, avec des écarts à la moyenne très accentués, en type de produits, en valeur nutritive, en coût et en valorisation sociale. Il arrive fréquemment, de plus, que les demandes concrètes non satisfaites par la production locale ne soient pas considérées dans leur diversité mais totalisées (pourvu qu'elles soient solvables et/ou reconnues par l'État) en une "demande" nationale globale, évaluée par son coût en devises, et confrontée aux apports des exportations agricoles. Le raisonnement en termes de "balance commerciale agro-alimentaire", qui consiste à séparer arbitrairement du reste de l'économie des échanges portant sur un type de produits, connaît une vogue qui serait incompréhensible s'il n'était lié à une doctrine, celle des "avantages comparatifs". Les "experts" conseillent de concentrer les efforts sur certains "créneaux" agricoles et de se contenter d'acheter, avec l'argent ainsi gagné, les produits alimentaires pour lesquels le pays est mal placé. Le sous-système agro-alimentaire d'un pays aurait, comme une entreprise, à être au moins équilibré sur le plan financier.

Etant donné que la signification d'un tel mode de raisonnement au niveau interne n'est pas évidente, (le "budget devises" d'un pays étant unique, on ne voit pas pourquoi il faudrait équilibrer les importations d'un type de produits par des produits de même nature, et renoncer aux "avantages comparatifs" globaux qui permettent à un pays de payer, par exemple, sa nourriture en vendant ses produits industriels...) on peut

le considérer comme une retombée idéologique de la très forte structuration de l'agro-business mondial.

3. Les deux approches précédentes sont insuffisantes parce qu'elles conduisent toutes deux à s'adresser à l'agriculture comme à un ensemble d'ateliers complètement spécialisés et séparés, à qui on pourrait ordonner de produire, ou acheter, tel ou tel produit particulier.

Une telle représentation de l'agriculture est radicalement fautive, et peut entraîner de très graves erreurs de planification. L'agriculture est une intervention sur la vie, et repose sur des échanges entre ensembles vivants, des sols, des populations de plantes et d'animaux, des hommes, au sein d'éco-systèmes artificiels insérés dans des éco-systèmes naturels plus larges avec lesquels ils sont en interaction constante. La productivité d'une agriculture ne s'évalue pas au niveau du rendement annuel d'un champ mais par le caractère équilibré des assolements, de la relation culture/élevage et de la relation entre superficies cultivées et environnement.

Raisonnement par produit, en ignorant les contraintes agronomiques et l'écologie, ne peut conduire qu'à des impasses (des superficies affectées à telle ou telle culture mais sans "plan de culture"), à des erreurs techniques, et à une dégradation des capacités de production (épuiement des sols et des nappes, érosion, désertification, pollution...) même si quelques réussites ponctuelles font oublier le blocage global.

La précision dans l'évaluation des besoins ou la projection de la demande est importante pour les vendeurs de produits qui cherchent à connaître à l'avance, voire à préparer, leurs marchés. Pour une stratégie d'indépendance alimentaire, c'est la précision dans l'étude des conditions de la productivité agricole, et de la reproduction des bases naturelles et sociales de celle-ci, qui est prioritaire.

Les "politiques alimentaires" formulées en termes d'objectifs de consommation à satisfaire (pour "couvrir les besoins" ou "répondre à la demande" selon les cas) ont en général en commun de présenter les importations alimentaires comme "un mal- nécessaire", conséquence de l'opposition entre la faible productivité agricole et l'énormité des objectifs retenus, et en même temps de provoquer ou justifier un plus grand recours aux marchés extérieurs de moyens de production agricole.

Les prévisions en termes de demande, après que celle-ci ait éventuellement été rendue solvable par des "aides" provisoires ou l'installation de culture d'exportation, et/ou manipulée par l'intervention directe de la publicité, sont adressées aux firmes vendeuses des grands "produits de base".

Les prévisions en termes de besoins, après avoir été transformées en objectifs politiques et budgétisées sont adressées par les Etats aux mêmes firmes.

Les objectifs d'augmentation de production par produit sont traduits en achats de techniques.

La nourriture des pauvres, les "besoins essentiels" des habitants des pays sous-développés, servent à valoriser les gains de productivité agricole et la technologie agronomique des pays les plus puissants, et sont orientés de telle façon qu'ils concurrencent l'agriculture de leurs propres pays, au lieu de la stimuler.

Une vision globale de la question alimentaire à travers le monde amène donc à un renversement de perspective, qui a pour utilité de libérer le raisonnement des pressions matérielles et idéologiques qui s'exercent sur ce champ de réflexion : si pour une année donnée les importations sont bien destinées à couvrir l'écart entre production et consommation et sont donc la conséquence de cet écart, dans le long terme, ces importations, expression de la pression du marché mondial sur les systèmes agro-alimentaires nationaux, sont aussi à analyser comme la cause de la rupture agriculture-nourriture, de l'absence d'effet d'entraînement de la demande sur l'offre nationale, comme des échecs des planifications agricoles orientées mécaniquement sur l'objectif de satisfaction des besoins.

Et par conséquent la projection de la demande et l'évaluation prospective des besoins, comme les hypothèses sur les potentialités agricoles, ne sont pas des opérations techniques, appuyées sur des normes scientifiques universellement valables, mais des actes politiques dont l'enjeu est la construction d'une économie relativement autonome et autoréglée, ou la reproduction de la dépendance.

III. LE CAS ALGÉRIEN

Il est sans doute trop tôt pour établir une analyse complète [1] des effets respectifs - à court et long terme - de la logique "planificatrice" et de la logique "libérale" qui ont inspiré concurremment et successivement la politique agro-alimentaire et les comportements des acteurs [2].

On peut cependant constater que ni l'une ni l'autre n'ont produit le "miracle" agricole tant attendu, et relever deux constantes, liées entre elles, qui se maintiennent depuis 30 ans, malgré des changements évidents de politique :

- l'absence ou l'inefficacité de mécanismes d'intégration des producteurs agricoles à l'ensemble économique et social national ;
- la persistance ou la mise en place de mécanismes de soumission (indirecte ou directe) de l'agriculture nationale aux forces du marché mondial.

1. L'intéressement des producteurs à la réalisation des objectifs nationaux a toujours été supposé passer par le marché, que ce soit pour les producteurs privés marchands ou pour les travailleurs du "secteur public" qui recevaient des "avances" (chichement calculées) en cours d'année et étaient sensés recevoir la récompense de leurs efforts sous forme d'une "part de bénéfices" après l'établissement des

comptes, puis à travers des formes de régulation plus complexes (prix garantis, contrats, crédit, fiscalité...).

* Dans la période planificatrice, la volonté politique de maintenir les "produits de première nécessité" à des prix accessibles pour tous (et notamment les salariés de l'industrie et les employés) et le souci d'en disposer à partir de la production nationale ont amené l'Etat, d'une part à leur fixer des prix relativement bas, d'autre part à en imposer la culture et les techniques de culture aux producteurs qui dépendaient directement de lui, ceux du "Secteur Public".

Dans ces conditions, les producteurs du "secteur public" se découragent et ceux du "secteur privé" se spécialisent dans les productions non contrôlées par l'Etat, c'est-à-dire précisément celles qui ne sont pas "de première nécessité". L'agriculture se scinde, non pas en termes de mode de propriété mais en termes de mode de régulation, entre un ensemble gouverné par l'Etat au nom des besoins et un ensemble polarisé par la demande "solvable".

En pratique, les choses ne sont pas aussi tranchées, il y a des relations d'intérêt et de familles entre les deux secteurs, des agriculteurs privés qui utilisent les moyens du secteur public et des travailleurs du secteur public qui ont une activité individuelle informelle ; l'ensemble a été longtemps réuni dans des stratégies familiales de promotion par l'école et l'emploi public non agricole.

* Dans la période de libéralisation, "les réformes" soumettent également les uns et les autres aux "lois du marché", donc à l'intérêt de répondre à la demande solvable : il reste à l'Etat à savoir comment il peut rendre "solvables" les besoins de la population, à travers ce qui a été appelé "filet social", et à affecter des moyens importants (prix garantis élevés en particulier) pour intéresser les agriculteurs aux productions "stratégiques".

La constitution progressive de deux logiques et de deux systèmes spécialisés, l'un orienté par le plan, l'autre orienté vers le marché, et ceci malgré les efforts de reconstitution d'ensembles locaux (par les CAPCS à un moment, par des projets de développement "intégré"...) est une des faiblesses structurelles de l'agriculture algérienne, en ce qu'elle a rendu difficile les complémentarités et la recherche de solutions communes.

Le durcissement des rapports entre encadrement (agents des appareils d'Etat, dans "l'environnement" des exploitations ou en leur sein) en est une autre. Porteurs d'une logique externe à la société rurale et qu'ils avaient le pouvoir d'imposer, ils ont été souvent rejetés, et avec leur arbitraire, les compétences techniques qu'ils étaient sensés représenter. Leur installation en tant qu'agriculteurs dans le cadre, de la loi 87-19, et l'arrivée dans l'agriculture de nouveaux investisseurs, introduisent l'opposition à l'intérieur même de la profession, sans l'effacer.

La réunification de l'ensemble sous l'égide du profit n'est qu'apparente, dans la mesure où chacun est à la recherche d'un "créneau" sans vision globale de la fortification, et où les uns et les autres sont porteurs d'intérêts et de référents différents.

L'enjeu des conflits actuels est de savoir si l'unification se fera par les commerçants et transformateurs de l'aval agricole, seuls interprètes de la demande, ou autour des groupes de producteurs, sans distinction de statut, organisés pour leur résister et tirer, enfin, les fruits des expériences accumulées en développant une capacité de décision collective au niveau local donc des formes à inventer d'incorporation du progrès technique dans la logique des rapports sociaux réels. La démocratisation de l'expression, au sein du monde agricole (associations, chambres, consultation nationale) permet l'ouverture du débat, mais celui-ci risque toujours d'être polarisé par des urgences ponctuelles.

2. L'Etat algérien a fondé sa légitimité historique sur la maîtrise du rapport entre le système national interne et les réseaux internationaux, depuis la guerre d'Indépendance jusqu'à la récupération des hydrocarbures et la gestion du "capital" politique comme de la rente pétrolière. Cette compétence lui a permis de formuler une politique de développement "autocentré", mais celle-ci s'est trouvée prise en défaut, dans le domaine agro-alimentaire, faute d'une articulation réelle sur la société rurale et la société civile dans son ensemble.

a) Les besoins sociaux ont été évalués de façon abstraite en fonction de normes internationales" supposées, et en complète méconnaissance des dynamismes sociaux réels. En particulier, toutes les hypothèses ont été formulées sur la base du postulat implicite que "le développement" nécessitait et/ou allait entraîner l'abandon des modes de vie anciens et des référents traditionnels, en particulier que la salarisation et l'urbanisation étaient inséparables de la famille nucléaire et des formes jusque-là réservées à l'Occident de relations sociales [3].

En ce qui concerne la question alimentaire cela a conduit à supposer inévitable et nécessaire un abandon des habitudes alimentaires (telles qu'elles se sont historiquement constituées dans la relation avec un milieu naturel particulier et dans un certain type de division sociale des espaces et des rôles entre les sexes) et un alignement sur les régimes des citoyens des pays industrialisés (alcool en moins !).

On a donc prévu l'abandon du couscous pour le pain de blé tendre, l'adoption des pommes de terre comme une des bases caloriques du régime, l'introduction progressive de plus de viande, de poisson, de conserves dans les menus.

C'est à un expert de la FAO que fut confié le premier travail important [4] d'analyse et de prévision. Il traduisit en "ration souhaitable" cette conviction générale, essayant d'équilibrer nutritionnellement un régime modernisé à partir de ce qui était estimé être les capacités de production agricole du pays.

Dans la même perspective les plans privilégiaient le blé tendre par rapport au blé dur, et les minoteries par rapport aux semouleries, et accordaient à l'expansion des cultures de pommes de terre et de l'aviculture, comme à l'élargissement de la consommation du poisson, une importance décisive.

L'évolution réelle n'a pas confirmé ces hypothèses : en Algérie comme ailleurs, les consommateurs adoptent facilement les apports nouveaux pourvu qu'ils ne remettent pas en cause la structure de base de leur modèle alimentaire, parce qu'elle fait système avec d'autres éléments fondamentaux de leur culture.

L'erreur d'appréciation aura cependant coûté cher, en efforts inutiles, en importations non préparées, en dépendance technologique et en crédibilité perdue.

Remarquons simplement que "l'erreur" consistait à prévoir (ou à programmer ?) un alignement de la demande sur la plus forte disponibilité au niveau du marché mondial de l'époque, le blé tendre, et que l'option consistant à couvrir les "besoins" en protéines animales par la viande blanche a ouvert aux marchands de maïs-soja et de technologie avicole l'un des marchés les plus intéressants du monde, et a obtenu une amélioration nutritionnelle particulièrement sensible aux taux de change.

L'ouverture récente du marché de consommation aux produits finis importés (et à l'influence de la publicité internationale via "les paraboles") a produit des effets complexes. La multiplication des tentations, alors que le pouvoir d'achat de la majorité chute, accentue l'écart entre les consommateurs en fonction de leurs revenus, donc les tensions sociales. Elle entraîne pour les ménages à ressources modestes un repli sur un régime pauvre (du point de vue nutritionnel comme par rapport aux aspirations) que viennent au hasard compenser des dépenses relativement importantes pour les "à-côtés"(confiseries, boissons gazeuses, "casse-croûtes"...) [5].

b) Les potentialités de production agricole ont été évaluées non pas à partir d'une connaissance fine des différents éco-systèmes et de la logique des techniques en place, mais à partir des performances théoriques des technologies agronomiques disponibles sur le marché mondial.

De la "Révolution Verte" on a cru pouvoir ne retenir que le "package" suppose capable d'augmenter rapidement les rendements.

D'énormes efforts (en recherche, expérimentation, vulgarisation, équipement) ont été investis pour n'obtenir que des réussites ponctuelles perdues dans une moyenne de rendements quasi stagnante, et la mise sous dépendance extérieure partielle d'une céréaliculture auparavant forte de son autonomie et de sa parfaite adaptation au milieu.

Une analyse produit par produit permettrait de retrouver, sous des formes diverses, le même type de constat, le comble étant atteint avec l'aviculture industrielle qui a réussi l'élimination des élevages familiaux par des quasi-succursales de l'agro-business, protégées de surcroît par les conditions internes du marché et très fragiles.

Cette invasion, sollicitée, par les technologies mises au point sous d'autres cieux et dans d'autres contextes a coûté très cher directement (études, matériel génétique, dispositifs divers, matières premières en ce qui concerne les aliments du bétails mais surtout indirectement : elle a transformé les agronomes en missionnaires d'une autre (agri) culture, incapables de comprendre, de respecter et d'analyser pour les perfectionner les techniques anciennes et le patrimoine génétique régional ; elle a amené à sélectionner les zones dont les conditions étaient les moins éloignées de celles "exigées" par la technologie importée, et à ignorer ou rejeter les zones "difficiles" et les espaces non cultivés qui forment la majorité du territoire ; elle a créé une coupure entre le savoir des livres et l'expérience paysanne ; elle a enclenché des phénomènes pervers (les mauvaises herbes ne peuvent plus être combattues que par des herbicides ; la fragilité aux maladies anciennes ou nouvelles ; les déséquilibres des sols) elle a surtout créé des illusions, reportant sans cesse à l'année suivante la réussite des technologies nouvelles, donc faisant croire que les importations nécessaires allaient décroître au fur et à mesure de la mise au point d'"itinéraires techniques" nouveaux. L'illusion techniciste a donc joué un rôle essentiel dans l'aggravation de la crise. Elle s'est reproduite en se diversifiant au sein du processus de libéralisation, avec certaines réussites (rendements en blé, en lait ou en pommes de terre quand les conditions sont favorables, par exemple), des innovations (serres à bananes, élevage laitier dans le Sud) et des mirages (attentes excessives à l'égard de la céréaliculture sous pivot au Sahara), tandis que la généralisations des améliorations adaptées se fait attendre.

c) Les importations, dont la nécessité était déduite de l'écart entre les besoins normés et les résultats effectifs des technologies importées, ont été longtemps facilitées par la relative aisance financière assurée par les exportations d'hydrocarbures.

L'Algérie était ainsi devenue l'un des principaux acheteurs solvables et régulier sur le marché mondial.

Des habitudes, des modes de pensée, des services se sont constitués autour de l'activité d'importation, en symbiose plus ou moins étroite avec les "correspondants" extérieurs.

Des fonctionnaires ont appris à jouer avec les cours de Chicago, des directeurs d'unités de transformation destinées à traiter les produits locaux ont appris qu'il est plus "rentable" (selon quel référent, ce n'est jamais précisé) d'importer du sucre roux ou du lait en poudre que de collecter lait ou betteraves, des unités de production ont été construites qui ne peuvent transformer qu'un seul type de produit étranger, l'importation était devenue le moyen de financer les subventions et péréquations pour les produits de première nécessité.

La situation monétaire et financière menace évidemment cet ensemble d'effondrement, mais le recours à l'importation est bien devenu structurel pour l'essentiel de l'alimentation, la relation à l'agriculture nationale apparaissant comme une sorte de survivance à tonalité "sociale". Les filières agro-alimentaires sont rompues, la production locale est mal reliée aux organismes de transformation-distribution alors que ceux-ci, pourtant de création étatique, sont directement branchés sur le marché mondial (voire sur telle ou telle firme ou pays) auquel ils servent objectivement d'antennes.

Dans ces conditions, la demande ne remonte pas vers l'offre nationale pour la stimuler et se l'ajuster, l'agriculteur fait ce qu'il doit sans s'impliquer, ou ce qu'il peut en se bricolant des débouchés, lait frais au litre, huile d'olive en réseau familial, frik etc... quand il ne change pas d'activité principale.

Inversement, et c'est une confirmation de l'interprétation précédente, les deux seules filières qui ne connaissent pas ou peu d'importation, les seules qui connaissent d'autre part une production dynamique, entraînée par la consommation, sont celles des fruits et légumes et celle de la viande rouge (avec ses annexes : fourrages-orge).

Ces deux filières n'étant pas considérées comme concernant des produits "de première nécessité", les prix et les procédures n'y étaient pas contrôlés par l'Etat (après quelques tentatives malheureuses des années soixante dix, immédiatement et efficacement battues en brèche par les puissantes corporations de commerçants concernées). Les pratiques spéculatives y sont la règle : la technique n'y est pas toujours rationnelle, les prix de vente autorisant les erreurs agronomiques.

La relation pour ces deux filières entre absence d'importation, absence de contrôle étatique, dynamique interne au pays (malgré des vellétés d'exportation de primeurs pour l'une et les besoins d'importation d'aliments pour l'autre) est complexe. Une compréhension fine des conditions institutionnelles et psychologiques de la rencontre entre agriculture nationale et produits agricoles importés est à mener dans le cas de chaque filière particulière pour clarifier ce point essentiel, et pour éclairer les tentatives en cours de contractualiser la relation entre producteurs et collecteurs, ainsi que les modalités de fixation de "prix minimum garantis" qui tiennent compte de la possibilité, pour chaque agriculteur, de choisir entre plusieurs filières.

Parler de "système" agro-alimentaire algérien aujourd'hui c'est exprimer un vœu. La réalité est atomisée et contradictoire. Le feedback entre demande et production ne se produit que pour les produits chers. Les produits de base de l'agriculture et de l'alimentation restent dominés, au sein de leur filière, par le poids des importations et l'écart entre leurs coûts de production et les prix externes, traduction de différences de productivité insurmontables dans le court terme, même avec la dévaluation de la monnaie nationale et le tort soutien aux prix à la production - du moins tant que la disponibilité et les prix des intrants ne sont pas "régulés".

Les complémentarités sont brisées, entre exploitations différentes devenues concurrentes, et entre productions gouvernées chacune par des marchés différents: l'orge des moutons remplace le blé, ou bien le blé à haut prix repousse les fourrages, et les terres n'intéressent à long terme que si elles peuvent devenir irrigables (ou être vendues comme terrains à bâtir). L'image des gains agricoles faciles attire les spéculateurs et décourage les pratiques soigneuses et à long terme, les prouesses techniques (les pivots par exemple) détournent l'attention de la dégradation des zones agricoles, des crises de surproduction ponctuelles peuvent décourager les producteurs.

Il faudrait des analyses beaucoup plus poussées pour expliquer comment, dans quels processus historiques concrets, la logique de construction nationale algérienne a été pénétrée puis entraînée par la logique du "marché" mondial agro-alimentaire.

Toujours est-il que l'Algérie se trouve maintenant, avec son agriculture marginalisée ou hétéronome et conflictuelle, sa nature dévastée et ses importations structurelles, dans la situation commune à la majorité des pays du Tiers-Monde.

Prendre acte de cette banalisation peut mettre en garde contre certaines illusions. Compétences, esprit d'entreprise, conscience du danger ne manquent pas et s'expriment, mais l'autonomisation (relative, bien sûr) de l'alimentation, et la construction d'un système agro-alimentaire durable, avec toutes les régulations nécessaires, sont difficiles. Une recherche consacrée à éclairer la complexité des réseaux d'échanges matériels et immatériels qui ensèment l'agriculture d'un côté, l'approvisionnement alimentaire de l'autre, devrait contribuer à préparer l'émergence de relations réciproques entre production et consommation de nourriture.

Notes

[*] Directeur de Recherche CREAD

[]** Ce texte reprend partiellement un document préparé en Juin 1988 pour le dossier "Indépendance Alimentaire" constitué par "l'Institut National d'Etude des Stratégies Globales" (Alger).

[1] Voir les documents préparés par la Commission Nationale Consultative sur l'Agriculture (Janvier 1992) et les débats de la "Consultation Nationale" d'Avril 1992.

[2] Claudine Chaulet -"Agriculture et nourriture dans les réformes algériennes : un espace pour les paysans ?", Tiers-Monde, XXXI-128, Oct-Déc. 1991. pp. 741-770.

[3] En particulier, voir les politiques de logement.

[4] Marcel AUTRET ; Voir : "Rapport sur la situation alimentaire en Algérie", MARA-DEP - Avril 1977 - 187 p. ronéo.

[5] Enquêtes en cours-L'impact des toutes récentes interdictions d'importation n'est pas encore connu.